

Eléments d'une Stratégie de Développement pour la Tunisie

Salah Brik El Hannachi

L'analyse quantitative de la situation économique d'un pays par les ratios, les taux, les indicateurs, les tendances, les comparaisons, etc., est un travail primordial professionnel qui demande une grande compétence et une grande expérience et qui doit être fait avec la plus grande attention.

Cependant, cette analyse ne peut pas et ne doit pas suffire pour obtenir des réponses ou élaborer des solutions. Elle doit servir à poser des questions, les bonnes questions.

A leur tour, ces questions servent à orienter un travail complémentaire d'analyse qualitative et de réflexion stratégique. Cette deuxième phase d'analyse qualitative stratégique doit être basée sur la veille, la recherche de positionnement, la recherche de créneaux dans la chaîne régionale et globale de valeurs, la reconnaissance et la mise à contribution de tendances régionales globales lourdes géopolitiques, géoéconomiques, sectorielles et technologiques, de transitions démographiques, énergétiques, écologiques, de ressources naturelles, sectorielles et industrielles, etc.

Il faut partir aussi du postulat que l'emploi est un corollaire. Le développement a pour objectif la création de la valeur économique, sociale, culturelle ou politique. Il crée en corollaire l'emploi. Car la préoccupation exclusive, ou même juste excessive, par l'emploi a démontré ses dégâts néfastes dans les recrutements de l'administration centrale, régionale et locale, dans les effectifs des entreprises publiques, régionales ou nationales, telles que la STEG, Tunis Air, la SONEDE, dans les hôpitaux publics, etc. La surenchère et le clientélisme politique par les promesses de création d'emplois au lieu de vraies stratégies de croissance et de création de la valeur aggravent ce risque. Ils constituent une tentation réelle et dangereuse dans une économie excessivement centralisée et où le secteur public est très important.

Il faut, enfin, couvrir toute la pyramide des besoins et des motivations (Pyramide de Maslow des Besoins) allant des besoins physiologiques et économiques en bas de la pyramide, aux besoins psychologiques et sociologiques au milieu et les besoins intellectuels et spirituels en

haut de la pyramide. Ce sont ces derniers besoins qui distinguent l'homme de l'animal. La plupart des stratégies de développement se limitent au bas de la pyramide. Elles négligent les besoins supérieurs en haut de la pyramide et sous estiment leur importance et leur puissance de motivation et de mobilisation de l'énergie, de l'enthousiasme et de la créativité.

De même, faut-il veiller à mobiliser le réseau international de la diaspora. La mise à contribution de la Diaspora comme table d'écoute, source d'orientation, levier de mobilisation, clef d'accès, courroie de transfert, etc., peut être d'un apport critique à très haute valeur ajoutée.

I. L'impératif de veille et de positionnement stratégique

Dans le monde globalisé et hyper connecté d'aujourd'hui et de demain, il est de moins en moins concevable de travailler en autarcie et de faire abstraction des événements et des tendances lourdes dans les régions, de la concurrence dans les marchés, dans les secteurs et dans les institutions. Les pays, comme les entreprises, doivent trouver le moyen de voir plus loin, plus tôt, plus clair et en meilleure perspective pour faire leurs choix, formuler leurs stratégies et prendre leurs décisions et veiller à entretenir leur SWOT et leur compétitivité générale.

La Tunisie commence à avoir une Diaspora ayant une présence dans les régions géographiques, dans les secteurs, y compris les secteurs industriels, et dans les institutions multilatérales régionales et internationales. Cette présence peut être mise à contribution pour contribuer efficacement à cet impératif de veille.

Dans une interview Lee Kwan Yu, l'ancien et fameux Premier Ministre de Singapour avait souligné que **l'un des principes directeurs de son leadership et de sa stratégie pour Singapour était de veiller à positionner Singapour sur la chaîne de valeur globale pour qu'elle soit et reste utile et compétitive dans l'économie régionale et mondiale**. Il avait aussi souligné que **cette utilité et cette compétitivité étaient dynamiques et qu'il fallait veiller constamment à mettre à jour le positionnement de Singapour**.

Lee Kwan Yu organisait aussi des rencontres annuelles avec la Diaspora Singapourienne qui lui servait de table d'écoute et l'aidait à faire ce positionnement.

Ainsi, Singapour s'était d'abord positionnée comme un port conteneur de très haute performance au service du commerce de l'Est de l'Asie transitant par le Détroit de Malacca vers le Moyen Orient, l'Est de l'Afrique et l'Europe. Singapour s'était, ensuite, positionnée comme centre financier régional. Aujourd'hui, Singapour se positionne comme centre régional de santé et de production pharmaceutique.

Il en est, de même, pour l'Irlande qui s'était positionnée au début de la montée des TIC aux Etats Unis dans les années 80 et 90 comme plateforme de « localisation », c'est-à-dire

d'adaptation des logiciels et des utilitaires TIC produits aux USA à l'environnement local et aux besoins de l'Europe, surtout au début quand l'Europe n'avait pas encore développé une industrie de software performante.

Le Mexique s'est positionné comme une plateforme de production compétitive de composants industriels automobiles pour l'industrie américaine et japonaise aux Etats Unis et au Canada.

L'Inde a mis à profit sa masse énorme anglophone de jeunes formés en TIC pour se positionner comme une plateforme et un réservoir de compétences global de software. Elle se positionne aussi en Industrie Pharmaceutique et en Biotechnologie. Elle se positionne, de plus en plus, comme un hub d'investissement dans la R&D et l'Innovation dans le nouvel environnement international émergent d'innovation ouverte, distribuée, internationale, systématique et systémique.

Le Maroc lui-même, avec le Port de Tanger, met à contribution le retour attendu de la Méditerranée au commerce international, grâce entre autres à l'émergence de la Méditerranée comme une toile du réseau d'énergie (Transmed¹, gazoduc Maghreb Europe², Medgrid³, projet Elmed⁴, et autres projets et initiatives) et de communication (SEA-ME-WE). Les nouvelles découvertes de champs gaziers dans le bassin oriental en font un bassin énergétique.

L'initiative chinoise BRI, Belt and Road Initiative, renforcera la position stratégique de la Méditerranée. En effet, la chaîne de projets du BRI et de ce nouveau réseau de Routes de la Soie, terrestres et maritimes, aboutit essentiellement à la Mer Noire, à la Méditerranée Orientale en Turquie, en Syrie, et en Egypte par la Mer Rouge par laquelle passe aussi le SEA-ME-WE⁵. Le BRI se dirige ensuite vers l'Europe occidentale ou le bassin occidental de la Méditerranée et l'Atlantique et passe par Tanger vers les côtes occidentales de l'Amérique du Nord, du Centre et du Sud. L'Italie, l'Allemagne et d'autres pays européens, en particulier ceux de l'Europe Centrale se sont fortement engagés dans l'initiative BRI.

Le BRI met aussi à profit les flux verticaux du commerce international qui vient de l'Asie et remonte l'Atlantique longeant les côtes africaines vers l'Europe, ou vers la Méditerranée. En témoigne le projet de port stratégique envisagé au Cameroun avec la Chine dans ce cadre.

Les leçons que l'on tire de l'expérience Singapourienne et de ces pays sont que :

¹ Société gérant le pipe line de transport de gaz naturel de l'Algérie vers l'Italie, via la Tunisie

² Gazoduc reliant l'Algérie, le Maroc et l'Espagne

³ Société créée en 2011 dans le cadre du plan solaire méditerranéen ayant pour objectif le développement d'un réseau d'interconnexion entre l'Europe et les pays du Sud et de l'Est de la méditerranée

⁴ Projet de connexion électrique entre la Tunisie et l'Italie

⁵ Cable en fibre optique reliant le Sud Est asiatique-Moyen orient- Europe de l'Ouest

- ▮ Un pays ne doit pas tomber dans le piège de la préoccupation exclusive, nécessaire mais insuffisante, de la résolution de ses défis internes, quelle que soit leur importance et leur urgence, et négliger d'identifier son SWOT-pays dans l'économie mondiale globalisée.
- ▮ Comme les entreprises, les pays doivent veiller à se positionner pour trouver une niche compétitive d'un service ou d'un produit à valeur ajoutée et faire une contribution stratégique à la chaîne de valeur de l'économie mondiale globalisée.
- ▮ Cette contribution spécifique doit être mise à jour pour maintenir sa valeur et sa pertinence.
- ▮ Le recueil périodique des points de vue de la diaspora professionnelle est un mécanisme efficace d'aide à la définition de cette niche stratégique.

II. Exemples de positionnement :

A. Tunisie Singapour Digital,

Le câble fibre-optique international Singapour- Marseille, SEA-ME-WE (South-East Asia, Middle-East, Western-Europe) passe par Bizerte et a une liaison supplémentaire avec Trapani, en Italie. La Tunisie peut mettre à profit cette opportunité et utiliser les galeries et les bunkers souterrains réalisés par l'armée française, pour accueillir les grands « data centers de companies » comme Amazone, Facebook, etc., grands consommateurs d'énergie et utilisateurs pionniers des énergies renouvelables.

En plus de cette infrastructure stratégique de bunkers, La Tunisie a, à son avantage, le potentiel d'énergie renouvelable semblable au moins à celui de la Sicile ou de l'Espagne. Elle a, aussi à son avantage, le quart d'heure d'avance qu'elle a pris et qu'elle garde encore mais pour très peu de temps seulement, dans le secteur des TIC. Elle a enfin l'atout de l'existence d'une diaspora tunisienne de qualité dans ce secteur, stratégiquement et internationalement distribuée.

B. Tunisie Plateforme de Santé,

La Tunisie peut répondre d'une manière compétitive à une demande européenne, africaine et même moyen-orientale en croissance rapide pour les services de la santé.

Son avantage compétitif réside, en partie, dans les investissements importants qu'elle a consentis dans l'enseignement de la médecine, de la pharmacie et dans le secteur de la santé. Le système national d'assurance santé, avec toutes les faiblesses qu'on peut lui

reprocher, a permis une croissance rapide du secteur au plan national. Ces investissements ont permis le développement d'un secteur industriel médical et pharmaceutique important.

Elle peut, aussi, mettre à profit ses institutions et les centres de recherche en place comme l'Institut Pasteur qui jouit d'une excellente réputation internationale. De même, peut-elle mettre à contribution ses traditions antiques qui remontent à l'époque romaine, et à ses traditions arabo-musulmanes dans la santé (Ibn Al Jazzar).

La Tunisie vit dans le voisinage d'une Europe riche et vieillissante où les besoins mais aussi les coûts des soins et services médicaux et de santé augmentent d'une manière exponentielle. L'Afrique, à un degré moindre, offre les mêmes opportunités.

Le secteur de la santé s'est relativement bien développé, en particulier grâce aux systèmes de couverture sociale mais d'une manière spontanée et en l'absence d'une stratégie nationale et d'un positionnement régional ou international. Ce développement spontané a permis de commencer à développer une industrie pharmaceutique. Cependant les secteurs des équipements, des utilitaires TIC hard et soft, des fournitures et des consommables, la construction des cliniques et des hôpitaux et des cliniques restent encore à mettre en levier.

En Afrique, la Tunisie a aujourd'hui une bonne présence dans les ponts et chaussées, l'industrie du bâtiment et l'industrie des logements. Elle peut de même aspirer à trouver une place semblable dans l'industrie de construction des cliniques et des hôpitaux.

C. Tunisie plateforme de bureaux d'études, de conseil et d'engineering

De nombreux bureaux d'études et d'ingénierie, tels que STUDI, EPPM, SCET Tunisie, COMET, Vermeg, Afrique Travaux, STEG International et tout un cluster de plus petits bureaux d'études et de consulting tunisiens commencent à avoir une présence respectable et remarquée en Afrique, et même au Moyen Orient et à l'international.

Leur avantage compétitif est multidimensionnel. Il y a, en premier lieu, à compétence égale, le différentiel de coût entre un consultant et un bureau d'études en Europe et leurs équivalents multilingues en Tunisie. Il y a, en deuxième lieu, la maîtrise des trois langues de l'Afrique, c'est-à-dire le Français, l'Anglais et l'Arabe. Il y a, en troisième lieu, l'appartenance aux institutions africaines, telles que la BAD, la CEA, etc. Il y a, en troisième lieu, la proximité géographique, historique, et culturelle et le passé colonial partagé en particulier avec l'Afrique francophone.

Ces atouts commencent à attirer des bureaux d'études et des consultants étrangers en Tunisie. L'adhésion attendue de la Tunisie à l'Accord de Libre Echange Complet et

Approfondi permettra aux bureaux tunisiens et étrangers de participer avantageusement, à partir de la Tunisie, aux appels d'offres européens, africains et même internationaux. Cet accès ouvre de grands horizons et des opportunités majeures de développement et d'emplois à fort contenu de savoir et à haute valeur ajoutée.

D. Contribution des parcs technologiques : Tunisie Plateforme de R&D

La Tunisie peut mettre en levier la politique de parcs technologiques et le capital national réel de compétences de recherche et d'innovation, au vu du classement de la Tunisie dans les publications scientifiques, 1^{ière} en Afrique et dans le Monde Arabe, avant l'Egypte et l'Afrique du Sud, seul pays du Sud de la Méditerranée, à part Israël, admis à la participation au programme H2020 de l'UE. Cette capacité réelle de production de connaissances n'est pas, toutefois, accompagnée et soutenue, pour être valorisée, par une capacité équivalente de conversion des connaissances en technologies, en solutions industrielles et en valeurs économiques.

La Tunisie a entamé une politique de mise en place des technos parcs et de parcs de compétitivité régionaux et sectoriels pour attirer des investissements à haute valeur ajoutée et de haute technologie. Cette politique vise aussi à capitaliser une capacité réelle et pertinente d'enseignement, de formation et de recherche fondamentale, appliquée, de R&D et d'innovation dans les Matériaux, la Mécanique, l'Electricité, l'Electronique, la Mécatronique, la Chimie et dans d'autres secteurs.

Les secteurs Eau, Energie, Environnement, Diversité et Développement Durable (E³D³), Biotechnologie (INRAT⁶ à Tunis, CBS⁷ à Sfax, CBBC⁸ à Bordj Cédria, etc.), ouvrent aussi de nouvelles opportunités industrielles dans les technologies vertes de l'environnement, telles que le « raffinage des eaux usées », le compostage, la conversion « waste to energy », etc.

Il en est de même du secteur de la Santé (Institut Pasteur, Sidi Thabet, etc.), etc.

La Tunisie dispose, également, d'un réseau de centres techniques ayant une longue expérience, une bonne connaissance de leurs secteurs et une proximité réelle avec des entreprises des secteurs industriels dont ils relèvent.

L'interrelation entre les parcs technologiques, les centres techniques, les centres de recherche, les universités, et les entreprises industrielles permettraient à la Tunisie de rapprocher l'industrie de l'université et de valoriser, au moins en partie, son potentiel d'enseignement, de recherche et de recherche-développement.

⁶ Institut National de Recherche Agronomique de Tunisie

⁷ Centre de Biologie de Sfax

⁸ Centre de Biologie de Bordj Cédria

Cependant, le tissu industriel national n'a pas la capacité de prise en charge de tout le potentiel disponible de recherche, de R&D et d'innovation. Il faut recourir aux multinationales et aux investissements directs étrangers pour mobiliser cette capacité de R&D, de la manière dont la loi 1972 et l'API ont aidé à développer l'industrie manufacturière et à mobiliser la main d'œuvre manufacturière, baccalauréat plus ou moins deux années d'études, que l'industrie nationale n'était pas en mesure de mobiliser.

En effet, aujourd'hui, les multinationales et les pays font face à une économie mondiale et des chaînes de valeurs globalisées où la compétitivité, le développement durable et la concurrence se font par la R&D et l'innovation. Pour relever le défi, ils s'engagent dans des programmes de R&D et d'innovation ouverte, systématique, systémique et globalement distribuée.

Ces pratiques prennent la forme de plateformes, comme dans le modèle ERC (Engineering and Research Centers) apparu aux USA à la fin des années 80, et de réseaux internationaux d'entreprises, d'universités, de centres de recherche, de bancs d'essai, de centres techniques et technologiques et d'associations.

Dans chaque plateforme une grande entreprise multinationale informée, ayant la capacité technologique, financière et commerciale et ayant la capacité et l'autorité d'arbitrage, forme un tour de table d'innovation d'acteurs et d'opérateurs académiques, scientifiques et industriels, publics et privés. Elle joue le rôle de « moteur d'innovation », c'est-à-dire d'initiateur, d'architecte, de coordinateur et de chef d'orchestre dans cette nouvelle chaîne de l'innovation globale et partagée.

De même, assiste-t-on, aujourd'hui, à une montée en volume et en niveau des normes industrielles, commerciales, diététiques, sanitaires et écologiques et l'accélération de l'innovation. Cette montée a créé un marché et une nouvelle industrie de laboratoires de mesure, d'analyse et de certification, indépendante de la production industrielle et manufacturière, à l'exemple de la médecine et du secteur de la santé.

La mise à niveau des centres techniques a créé chez eux le besoin de recruter des chercheurs et des équipements scientifiques de haut niveau, à l'image du secteur de la santé (Institut Pasteur), de l'agriculture (INRAT), de l'environnement (CITET), des Télécommunications, etc. Cette mise à niveau aidera à rapprocher l'industrie de l'université. De plus, elle aidera à mieux valoriser les opportunités créées par cette nouvelle industrie de mesure, d'analyse de conformité et de certification.

La Diaspora Professionnelle tunisienne peut contribuer et aider à identifier les projets, les plateformes, les ERC, et les multinationales qui permettraient à l'industrie tunisienne et aux techno parcs tunisiens de participer aux opportunités d'échange, d'investissement, de R&D, et de recherche offertes par cette nouvelle dynamique de l'innovation ouverte.

E. Secteur des équipements pédagogiques

Le secteur de l'éducation primaire et secondaire vit une transition qui l'oriente de plus en plus vers la technologie, les appareils et les équipements pédagogiques. Ce secteur est plus tolérant en normes industrielles que le secteur des équipements de première monte ou de laboratoires. Il constitue à ce titre une excellente stratégie d'entrée dans le secteur industriel et technologique professionnel.

Pour la FEDELEC et le CETIME en Tunisie, les centres techniques, etc., ces tendances créent des opportunités de recherche, de développement et d'innovation, de production de composants et de filières industriels, de technologies et de solutions et représentent des opportunités et des défis majeurs de développement, de transition voire de mutation industrielle:

- ▮ exploration de nouveaux produits et de nouveaux secteurs, onduleurs, technologies et intrants systèmes Photo Voltaïque, technologies Waste to Energy, Waste Water to High Quality Water, etc.
- ▮ accès à de nouveaux marchés, en Afrique, en Europe, au Moyen Orient, et ailleurs, adaptation à ce nouveau contexte des marchés et de produits techniques existants.

III. Mise à contribution de la transition multidimensionnelle

Nous assistons à une transition globale et multidimensionnelle : énergétique, écologique, hydrique, sociale et industrielle. Cette transition pose des défis auxquels la Tunisie doit se préparer. Elle crée aussi des opportunités auxquelles elle peut participer. La Diaspora Professionnelle tunisienne peut faire une contribution significative à la préparation à ces défis et à la participation à ces opportunités.

L'industrie tunisienne, le secteur des équipements, des composants industriels et des solutions technologiques, en particulier le secteur de la mécanique, de l'électricité et de l'électronique, vivent une transition multidimensionnelle. Cette transition est engendrée et rendue nécessaire par des mutations lourdes dans les secteurs de l'énergie, de l'eau, de l'environnement et de la santé qui marquent un tournant, un « Game-change » dans l'industrie. Elle pose de grands défis. Elle ouvre aussi de grandes opportunités pour l'économie, l'industrie, l'entreprise, l'université tunisiennes, les centres de recherche, les centres techniques, et les parcs technologiques.

La Diaspora Professionnelle Tunisienne peut contribuer à aider les entreprises et les startups tunisiennes, les centres techniques, les centres de formation, les universités, et tous les acteurs et les entrepreneurs concernés à se préparer pour tirer le meilleur avantage de cette transition multidimensionnelle.

A. La transition énergétique

La Tunisie a adopté une loi sur la production de l'électricité à partir des énergies renouvelables(ER) et une stratégie nationale de renforcement du poids des ER à hauteur de 30% dans le mix énergétique national vers l'horizon 2030.

Un consensus a émergé récemment sur l'impératif d'accélérer l'accès de l'Afrique à des formes modernes de l'énergie: Agenda 2063 de l'Union Africaine adopté en 2013, Agenda 2030 des Nations Unies adopté en 2015, New Deal pour l'Energie en Afrique de la Banque Africaine de Développement adopté en 2015 (100% d'accès avant 2025), etc.

On constate une forte tendance de transition vers l'électricité comme une forme universelle de l'énergie. Par exemple, certains pays et certains constructeurs automobiles ont décidé de s'orienter exclusivement vers la voiture électrique avant 2030. Mercedes a déclaré récemment que le concurrent pour elle aujourd'hui, c'est Tesla, le pionnier californien de la voiture totalement électrique, et non les constructeurs automobiles dominant aujourd'hui le marché de l'automobile !

De même, assistons-nous à l'émergence, comme dans le secteur de la santé, d'une industrie, indépendante de la production, de services et de laboratoires de test de conformité et d'acceptation des produits techniques en particulier des intrants industriels des énergies renouvelables(panneaux Photo Voltaïque, onduleurs, etc.), des équipements ménagers, etc.

L'Accord de Paris réalisé à la COP21 en décembre 2015 sur le Changement Climatique, auquel presque deux cents pays ont adhéré et qui a été ratifié en avril 2016, c'est-à-dire en moins d'une année, ainsi que les CDN (Contribution Décidée au Plan National) adoptés par ces pays dans ce cadre, impliquent que la forme moderne qui prévaudra à l'avenir dans le monde est l'électricité renouvelable.

B. La Transition hydrique et l'émergence de l'industrie du raffinage de l'eau

La Tunisie est confrontée à un défi de stress hydrique croissant. La plupart des pays du Sud de la Méditerranée, de l'Afrique et du Moyen orient sont confrontés à ce défi, qui est en fait un défi global.

De même, l'industrialisation et l'urbanisation galopante produisent des volumes croissants d'eaux usées considérées comme déchets rejetés. La Tunisie, de puis 1974, c'est-à-dire depuis plus de 40 ans, comme beaucoup de pays, a mis en place l'environnement juridique, institutionnel et les infrastructures pour traiter au préalable et réduire l'impact du rejet de ces eaux usées dans la mer, les cours d'eau, les terres agricoles et plus généralement dans l'environnement.

Aujourd'hui, les technologies et les coûts de traitement ont évolué au point de permettre de produire de l'eau de très haute qualité à partir de n'importe quelle qualité et à des coûts de

plus en plus économiques. C'est au point qu'une industrie de raffinage de l'eau, en particulier des eaux usées, de haute valeur ajoutée et de haute technologie, est en train de voir le jour dans beaucoup de pays et de régions comme à Singapour, au Koweït, en Allemagne, en Californie, etc.

L'industrie émergente du raffinage de l'eau transformera les eaux usées en une ressource qui contribuera à réduire le stress hydrique. Elle est appelée à occuper une place majeure dans l'industrie internationale de la mobilisation de l'exploitation et de la distribution de l'eau ainsi que dans le paysage industriel et technologique du futur.

La Tunisie a d'importants atouts de précédence, d'expérience, de capital humain, d'institutions de recherche, pour aspirer légitimement à participer aux opportunités industrielles du secteur de mobilisation, d'exploitation, et de distribution de l'eau et dans le secteur émergent de l'industrie du raffinage de l'eau.

C. La transition écologique

L'eau, l'énergie, l'environnement, la diversité biologique et l'agriculture, le développement durable constituent un nexus de développement vert Eau-Energie-Environnement – Diversité biologique et Développement Durable (E³D³).

La Tunisie est l'un des rares pays du Sud qui ont un environnement institutionnel (ONAS, ANPE, CITET, ANME, etc.), une longue expérience de plus de 40 ans, et un capital d'expertise humain dans les technologies vertes de l'eau, de l'environnement, de l'énergie, de la diversité biologiques, des matériaux, et des technologies de la future économie verte du savoir. Ce capital d'institutions, de compétences humaines et d'expérience opérationnelle lui permettent d'aspirer légitimement à participer activement et avantageusement aux débats sur les défis globaux de l'environnement et des ressources et à participer aux opportunités industrielles de la future économie verte du savoir

IV. La mise à contribution de la Diaspora Professionnelle

De plus en plus de pays s'engagent dans des politiques de mobilisation et d'engagement de leur diaspora dans leurs stratégies générales et sectorielles de développement

La Tunisie dispose aussi d'une diaspora scientifique, technologique et industrielle en Europe, mais aussi en Amérique du Nord, et de plus en plus en Asie de l'Est, au Japon, et même en Chine, et dans les institutions multilatérales et internationales ;

Cette Diaspora pourrait contribuer à répondre au besoin de la Tunisie et de l'industrie tunisienne d'avoir un mécanisme efficace de veille, de meilleur suivi des tendances, de meilleure intelligence du « changement de jeu » (« Game-change ») et de meilleure participation aux opportunités créées par le nouveau contexte et le nouvel environnement national, régional et international.

De même, peut-elle contribuer au meilleur positionnement de la Tunisie dans le nouveau paradigme de distribution et de partage international de la production et de R&D industrielle, de globalisation des chaînes de valeur, d'innovation ouverte, systématique, systémique, globalisée, distribuée et partagée.

La diaspora pourrait être aussi un vecteur efficace de réseautage, de transfert de technologie, de mobilisation des investissements directs étrangers, de formation d'alliances, de clusters, et de tours de table financiers, industriels, technologiques, de R&D et d'innovation, de transfert de technologie, de montage et réalisation de partenariats stratégiques sectoriels et géopolitiques, d'accès aux centres de décision ou même de coopération internationale bilatérale et multilatérale.

Conclusion

Les idées de base, qui viennent d'être développées, ont besoin d'être approfondies et calées sur des données quantitatives et qualitatives nationales et internationales.

Plus précisément, le processus de planification, que la Tunisie a si bien maîtrisé, doit être mis à jour et modernisé. L'injection du contexte international et de la prospective dans cette planification ne doit plus se limiter à un effort de prise en compte des taux d'intérêt auxquels on peut financer les plans ou aux prix de l'énergie à laquelle on peut les réaliser. Il doit inclure des analyses SWOT pays et secteurs, des études de cas, géopolitiques et géo-sectoriels, comme par exemple celui de l'Irlande, ou du secteur médical international, celui de l'Intelligence Artificielle, de l'offshoring, du raffinage des eaux usées.

Les bureaux d'études tunisiens actifs à l'international comme STUDI, SCET Tunisie, COMET, les entreprises actives à l'international, la STEG international, Afrique Travaux etc, ont une connaissance opérationnelle de l'environnement international, sectoriel, institutionnel, et géopolitique. Cette connaissance doit trouver son chemin et sa place dans la planification nationale et l'élaboration des stratégies et des projets, comme ceux élaborés pour la Tunisie 2020, tout comme pour les régions et en partenariat avec elles.

Il en est de même des membres de la Diaspora, dont il faut exploiter les séjours en Tunisie, en tant qu'occasion régulière de l'échange ouvert et libre dans le cadre d'ateliers spécialisés, pour confirmer, corriger et préciser les démarches et les stratégies et, éventuellement, pour favoriser les mises en relation entre les investisseurs étrangers et leurs homologues tunisiens

L'un des principaux enjeux pour les prochaines années serait, en effet, d'amplifier les investissements de haute valeur ajoutée notamment dans des bureaux d'études, de bureaux de génie civil et technologique, d'architecture, de Recherche-Développement ; ce qui requiert, à son tour, de hauts niveaux de services administratifs, professionnels et sociaux, de communication et de logistique. Car, de tels investissements emploient des ingénieurs, des chercheurs et des cadres très hautement éduqués et qualifiés qui sont avec leurs

familles généralement très exigeants en niveau et en qualité de vie et de loisirs, de vie culturelle, d'environnement, de propreté, de savoir vivre et de savoir être.

C'est ce qu'ont compris les pays du Golfe, et avant eux des pays et des villes comme l'Irlande, Hong Kong, Singapour, Vancouver, Seattle, et aujourd'hui le Rwanda, le Maroc, Tanger, Casablanca, Rabat.

C'est à quoi la Tunisie doit s'atteler, aussi rapidement que possible, pour passer à un palier supérieur en matière d'investissement et de création de richesse à fort contenu de savoir.

Forum Ibn Khaldoun le 05/01/2020

Mots clés : Stratégie de développement pour la Tunisie ; Etudes du Forum Ibn Khaldoun ; Salah Hannachi